Energie : 1 + 16 politiques de transition

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4659>

DOI : 10.4000/rea.4659

ISBN : 978-2-8218-0826-3

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 28 avril 2014

Pagination : 35-36

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Energie : 1 + 16 politiques de transition », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 112 | avril 2014, mis en ligne le 16 mai 2014, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4659>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

© CIRAC

Energie : 1 + 16 politiques de transition

Isabelle Bourgeois

- 1 L'une des raisons qui rendent peu lisible et difficilement gérable la politique allemande de transition énergétique est que, partage des compétences dans le fédéralisme oblige, il n'y a pas une, mais 17 politiques énergétiques : celle de la Fédération, et celle de chacun des 16 Länder (à quoi il conviendrait même d'ajouter celles des communes). L'énergie entrant par définition dans le champ de la politique structurelle, les Länder sont largement souverains en matière de politique de compétitivité territoriale, pourvu que ces politiques respectent le cadre général fixé conjointement au niveau du Bund (voir REA 81/2007).

Les principaux objectifs de politique énergétique des 16 Länder

Bade-Wurtemberg	« <i>Programme intégré de politique énergétique et de protection du climat</i> » (projet) D'ici 2020 : ≥20 % d'énergies renouvelables (ER) dans la production d'électricité, ≥13 % d'ER dans la consommation primaire d'énergie, réduction de 10 % par rapport à 1990 de la consommation d'énergie primaire
Basse-Saxe	« <i>Energiekonzept</i> » (2012) (calé sur la politique fédérale) D'ici 2020 : réduction de 40 % par rapport à 1990 des émissions de gaz à effet de serre, multiplier par deux par rapport à 1990 l'efficacité énergétique, ≥30 % d'ER dans la prod. d'électricité
Bavière	« <i>Energie innovativ</i> » (2011) D'ici 2020 : hausse de 30 % de l'efficacité énergétique, 25 % à 30 % d'ER dans la production d'électricité, ≥16 % d'ER dans la consommation d'énergie primaire

Berlin	– D'ici 2020 : réduire de 40 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre ; d'ici 2030 : diviser par deux les émissions par habitant
Brandebourg	« <i>Energiestrategie 2030</i> » D'ici 2020 : réduire de 40 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre ; d'ici 2030 : les réduire de 75 %
Brême	– D'ici 2020 : réduire de 40 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre
Hambourg	– D'ici 2020 : réduire de 40 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre ; d'ici 2050 : les réduire de 80 %
Hesse	« <i>Energiekonzept 2020</i> » (calé sur la politique fédérale) D'ici 2020 : réduire de 40 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre, multiplier par deux par rapport à 1990 l'efficacité énergétique, ≥30 % d'ER dans la production d'électricité, ≥20 % d'ER dans la consommation d'énergie primaire
Mecklembourg-Poméranie	« <i>Aktionsplan Klimaschutz 2010</i> » D'ici 2020 : réduire de 40 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre
Rhénanie du Nord-Westphalie	Traité de coalition 2012-2017 D'ici 2020 : réduire d'au moins 45 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre ; d'ici 2050 : les réduire de 80 à 85 %
Rhénanie-Palatinat	« <i>Energiekonzept</i> » du Traité de coalition 2011-2016 (calé sur la politique fédérale) D'ici 2020 : réduire de 40 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre, multiplier par deux par rapport à 1990 l'efficacité énergétique, ≥30 % d'ER dans la production d'électricité, 30 % d'ER dans la consommation d'électricité, 16 % d'ER dans la consommation de chaleur
Sarre	« <i>Masterplan für eine nachhaltige Energieversorgung</i> » (2011) (calé sur la politique fédérale) D'ici 2020 : réduire de 40 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre, multiplier par deux par rapport à 1990 l'efficacité énergétique, ≥30 % d'ER dans la production d'électricité
Saxe	« <i>Energie- und Klimaprogramm 2012</i> » D'ici 2020 : réduire de 6,5 millions de tonnes par rapport à 2006 les émissions de CO ₂ du secteur non soumis au régime des certificats d'émission, ≥24 % d'ER dans la consommation brute d'électricité

Saxe-Anhalt	<p>« <i>Energiekonzept 2007-2020</i> » (calé sur la politique fédérale)</p> <p>D'ici 2020 : réduire de 40 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre, multiplier par deux par rapport à 1990 l'efficacité énergétique, ≥30 % d'ER dans la production d'électricité. Objectif global : dépasser significativement ces seuils</p>
Schleswig-Holstein	<p>Traité de coalition 2012-2017</p> <p>D'ici 2020 : réduire de 40 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre, couvrir 8 à 10 % de la consommation brute d'électricité en Allemagne par la production de source renouvelable</p>
Thuringe	<p>« <i>Positionspapier 2013</i> »</p> <p>D'ici 2015 : ≥22 % d'ER dans la consommation d'électricité, développement des ER, hausse de 30 % de la productivité énergétique des entreprises par rapport à 2006 (consommation énergétique). D'ici 2020 : 35 % d'ER dans la consommation d'électricité</p>

Sources : Monopolkommission, *Sondergutachten* 65 (p. 435) et Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung, *Jahresgutachten 2013/14* (p. 114).

Objectifs de la Fédération

- Pour mémoire, les objectifs politiques du Bund (« *Energiekonzept 2020* ») sont les suivants : les énergies renouvelables devront atteindre 35 % de la production d'électricité d'ici 2020 (et 80 % en 2050) ; la part des renouvelables dans la consommation brute d'énergie doit atteindre au moins 18 % en 2020. S'y ajoutent des objectifs non chiffrés, principalement : gains d'efficacité énergétique, réduction des gaz à effet de serre et abandon du nucléaire. A l'intérieur de ce cadre, les objectifs des Länder sont très variables, comme le révèle le tableau ci-dessus.

'Mieux-disant écologique' et course aux subventions

- Concurrents en matière de politique économique, les Länder se livrent à un véritable 'mieux-disant écologique' en ce qui concerne les énergies renouvelables, favorisé par l'abondance des subventions allouées à ces sources d'énergies (voir dans ce numéro). Chaque Land cherche à en capter la plus grande part possible pour dynamiser son économie et accroître l'attractivité de son site (et séduire son électorat). Cette course aux subventions financées par le contribuable et le consommateur final constitue l'un des principaux freins à une réforme en profondeur de la loi sur les énergies renouvelables (Loi EEG) actuellement en cours de révision.

Flux des contributions de soutien aux renouvelables (EEG-Umlage) par Land en 2013 (en millions €)							
	crédit	débit	solde		crédit	débit	solde

« bénéficiaires »				« contributeurs »			
Bavière	4 003	-3 233	770	Rhénanie du Nord-W.	1 616	-4 540	-2 924
Brandebourg	1 302	-631	671	Bade-Wurtemberg	1 831	-2 911	-1 080
Schleswig-Holstein	1 030	-490	541	Hesse	603	-1 526	-923
Mecklembourg-P.	591	-295	296	Berlin	36	-499	-463
Saxe-Anhalt	926	-631	295	Hambourg	31	-467	-436
Basse-Saxe	2 331	-2 108	224	Rhénanie-Palatinat	665	-1 083	-418
				Saxe	610	-881	-271
				Sarre	102	-348	-246
				Brême	28	-185	-157
				Thuringe	428	-532	-105

Source des données : BDEW, *Energie-Info. Erneuerbare Energien und das EEG : Zahlen, Fakten, Grafiken (2014)*. Crédit : total des contributions EEG perçues par les producteurs d'électricité de source renouvelable (moins le produit de la vente aux réseaux et l'exonération du droit de jouissance du réseau). Débit : total des contributions versées au titre de la Loi EEG par les consommateurs d'électricité.

- 4 Elle aboutit dans les faits à une sorte de péréquation qui ressemble par certains aspects à celle, inscrite dans la loi, qui caractérise la péréquation horizontale de certaines recettes fiscales entre les Länder dans le cadre du fédéralisme financier (voir REA 102/2011). Dans cette « *péréquation financière énergétique* », comme la surnomme un éditorialiste du quotidien F.A.Z. (03-02-2013), il y a des Länder 'bénéficiaires' et des Länder 'contributeurs'. Dans la première catégorie figurent ceux qui, ayant sur leur territoire une forte part de producteurs d'énergies renouvelables, touchent également une large part des contributions afférentes ; le montant de ces subventions est alors supérieur au total des contributions prélevées au titre de la Loi EEG sur les factures des consommateurs d'électricité du Land. En tête de cette catégorie se rangent la Bavière, le Brandebourg et le Schleswig-Holstein, à forte capacité de renouvelables (éolien, photovoltaïque et biomasse). La deuxième catégorie est celle où la part des contributions versées au titre de la Loi EEG est supérieure à celle des subventions perçues ; en tête vient la Rhénanie du Nord-Westphalie, grand producteur d'énergies conventionnelles (lignite). C'est dans ce Land également que sont implantés les grands électriciens conventionnels (RWE ; E.on) que met à mal le subventionnement massif des renouvelables.

INDEX

Mots-clés : énergie, énergie renouvelable, politique, Etat, politique régionale, Länder, économie

AUTEUR

ISABELLE BOURGEOIS

Chargée de recherche au CIRAC et rédactrice en chef de *Regards sur l'économie allemande*